

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article710>



Rapport d'activité académique 2003-2005 : introduction générale

- Technique - Archives - Archivage CAA - C.A.A. 2003-2005 (archives) -



Date de mise en ligne : mardi 1er février 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Introduction

Nous avons été animés, quelles que soient nos origines de liste [1] sont, par la même volonté de faire vivre le SNES pour assurer la défense individuelle et collective des personnels, de faire du SNES le lieu où peut se penser démocratiquement, collectivement l'avenir de nos métiers et du service public national d'Éducation.

Dans un climat où l'individualisme est valorisé à l'extrême, nous réaffirmons la force de l'engagement collectif et l'importance du contrôle démocratique régulier de l'activité de l'organisation syndicale par ses adhérents.

Ce rapport émane de l'ensemble de la section académique, animée aussi bien par les militants des secrétariats départementaux (S2) de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, que du secrétariat académique (S3) composé de militants *Unité & Action* et hors tendance, majoritairement élus par les adhérents en 2003.

Printemps 2003 : un début de mandat sur les chapeaux de roue

Lorsque les délégués au congrès national du SNES de Toulouse ont voté l'appel à la grève, ils ne se doutaient pas du mouvement qui allait en découler.

Si certaines académies étaient dans l'action déjà depuis de nombreuses semaines, il n'en était rien dans la nôtre. C'est pourtant ces appels, d'abord du SNES, puis de la FSU, à la généralisation de la grève qui ont déclenché ce mouvement inégalé dans l'Éducation nationale. Nos anciens nous disent même ne pas avoir participé à un tel mouvement en 1968 !

Syndicats et assemblées générales

Nous avons déjà connu, en novembre-décembre 1995, une prise en charge locale des actions avec, dans les localités, des AG interprofessionnelles. C'est ce que nous avons de nouveau connu en mai 2003, avec un caractère moins interprofessionnel du fait de l'incapacité des organisations syndicales des autres secteurs des fonctions publiques ou du privé d'entraîner les salariés dans la lutte.

Les allers-retours entre les AG et les instances de la FSU, les intersyndicales, ont permis à la fois de mener un mouvement démocratique et sans coupure avec les organisations syndicales.

L'action a été essentiellement organisée dans les départements.

La fermeté du gouvernement face à nos revendications, la proximité du bac et des autres examens qu'une large majorité de collègues ne voulait pas voir perturbés, mais surtout la limitation de la grève essentiellement à l'Éducation nationale n'ont pas permis de gagner, ni sur les retraites, ni sur la décentralisation des ATOS.

Mais le gouvernement a été contraint d'aller moins loin que prévu (par exemple sur la décentralisation des CO-Psy) et avec une conséquence imprévue : les pensions maintenant indexées sur les prix ont augmenté de 2% en janvier alors que les salaires n'augmenteront que de 1% en 2005 !

La fin du mouvement, avec les examens et la proximité des vacances, a été durement ressentie par les collègues les plus fortement engagés, notamment avec des retraits maximaux sur salaire.



L'année 2003-2004

Une volonté : reconstruire la mobilisation, dans un contexte de division syndicale qui ne se résorbe pas.

L'année 2003-2004 a été très marquée par les suites du mouvement de mai 2003.

La mobilisation a été difficile, sans pour autant qu'il y ait approbation de la politique gouvernementale. En continu, nous avons travaillé à redonner de la crédibilité à l'action collective. Il a été nécessaire - et il est encore nécessaire - de ne pas brûler les étapes sans se laisser gagner par une déprime militante. Pour cela, nous avons eu le souci de travailler à construire des actions susceptibles de rassembler au plus près du terrain, non pas pour se limiter à ces actions, mais pour poser les jalons d'actions de plus grande ampleur : actions nécessaires pour faire face à la politique éducative de notre pays, sans ambition pour la masse de ses jeunes.

Les retenues financières et l'intransigeance du gouvernement ont rendu difficile l'action syndicale. Pourtant, la grève du 12 mars a été relativement bien suivie, mais sans suite crédible (faible grève le 25 mai) du fait des attermoissements des partenaires de la FSU.

Le « grand débat »

C'est dans cet esprit que le SNES a décidé d'appeler les personnels à participer à ce « grand débat » lancé par Raffarin et Ferry. Il s'agissait d'investir ces moments de débats et de confrontations avec les collègues, les parents, les élèves et pour avancer nos propositions. La participation a été très variable d'un établissement à l'autre du côté des personnels, assez faible côté parents et élèves. Cette énorme machine a accouché d'un rapport (le Miroir du débat) certainement peu lu, mais reprenant assez fidèlement ce qui a été dit.

Les élections de 2004

Si elles ont été fortement marquées par une défaite de la droite au pouvoir (18 régions sur 19 tenues par le parti socialiste), elles sont la conséquence d'un rejet de la politique du gouvernement par les Français, suite aux mouvements sociaux (retraites, intermittents du spectacle, recalculés, etc.).

Elles constituent une nouvelle donne syndicale dans notre académie, compte tenu des engagements de l'exécutif sortant. Nous avons donc travaillé à faire que la FSU académique soit reçue rapidement par le nouvel exécutif le 15 juin. Les dossiers de la formation professionnelle, du PRDF, du budget des établissements, de la gratuité des livres en terminale ont été évoqués.

La sécurité sociale

Ce fut, comme beaucoup d'autres dossiers (RTT, réforme de l'État,...), une nouvelle offensive du gouvernement pour transformer durablement notre société.

Il est encore difficile de tirer toutes les conséquences de ce qui se met en place mais, dès janvier 2005, il n'est question que de hausses : de la CSG (environ 1€ par mois), de 1 € du forfait hospitalier et non remboursement de 1 € sur chaque consultation médicale de base.

Les positions des mutuelles (et la MGEN est la 1ère mutuelle française) avec la CFDT n'ont pas permis, là aussi, d'organiser une action syndicale et citoyenne de grande ampleur.

L'année 2004-2005

Le début de l'année a été consacré essentiellement à deux dossiers : la gestion des personnels et la loi d'orientation.

Dans le cadre de la réforme de l'État, les statuts des personnels sont mis à mal par le gouvernement, la loi d'orientation pour l'école y apportant sa pierre.

Imposition d'heures supplémentaires pour remplacer les personnels absents, mutations inter-académiques et intra-académiques atomisées, accès à la hors-classe des certifiés profondément modifié, mise en place de concours de recrutement à affectation régionalisée, etc. : sur toutes ces questions, à tous les niveaux, le SNES est intervenu et il a défendu les personnels.

Si la version choisie pour le projet de loi est plus « soft » que le rapport Thélot, la ligne suivie reste la même : le désengagement de l'État. Accrochés à la notion floue de socle commun, l'un et l'autre ils sont marqué par un manque d'ambition pour les jeunes.

Notre démarche a été de mettre le rapport et le projet de loi au regard d'autres mesures gouvernementales (budget, mesure de gestion) sans oublier les réflexions au sein de l'Union européenne, qui n'envisagent les missions de service public qu'en garantissant de ne pas « entraver la concurrence ».



Syndicat national des enseignants de Second degré

Post-scriptum :

Accédez aux différentes parties thématiques du Rapport d'Activité Académique :

- [Emploi, affectations, carrière.](#)
- [Observatoire académique des contenus et des pratiques.](#)
- [Collectif Langues vivantes.](#)
- [IUFM, formation initiale.](#)
- [Assistants d'éducation.](#)
- [Précarité.](#)
- [Syndicalisation et finances.](#)

Contributions des sections départementales (S2)

- [Bilan d'activité du S2-21.](#)
- [Le "grand débat" dans la Nièvre.](#)
- [Le mouvement social du printemps 2003 en Saône-et-Loire.](#)
- [Conseils d'administration.](#)
- [La FSU et les autres organisation syndicales.](#)

[1] Le SNES est historiquement structuré par des courants de pensée, qui irriguent sa démocratie interne. Quand ils ne se situent pas *hors tendance*, les militants de l'académie de Dijon peuvent se réclamer des courants *Unité & Action* (majoritaire au niveau national et dans notre académie), *Ecole Emancipée*, ou encore *Pour le Retour à un Syndicalisme Indépendant* (PRSI).
– [Pour des explications plus complètes, lire, sur notre site, "la structuration générale du SNES"](#).